L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$18 { payable d'avance
Un.....$9.00 PAR 3 MOIS.....$5.00 }

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 17 JANVIER 1842.

POUR GOUVERNEUR,
HENRY JOHNSON.

☞ On trouvera des séances officielles de la Législature à la 4me page.

CREATION D'UNE COUR CORRECTIONNELLE.

Nous admettons d'autant plus volontiers la communication de notre correspondant PEUPLE que nos efforts tendent à un but que nous considérons comme très utile. Le projet d'une cour inférieure criminelle nous paraît indispensable en effet tant pour la bonne et prompte expédition de la justice que pour des motifs d'économie publique. Nous reviendrons sur ce sujet.

"L'année dernière, nous rendîmes compte d'un projet de loi créant une cour de police correctionnelle présenté à la Chambre des Représentans, par un des membres de la députation d'Orléans; la proposée était incomplète, mais elle contenait des dispositions salutaires, et fut adoptée par la chambre à une grande majorité: portée au sénat à la fin de la session, elle fut, sur motion de M. Hoa, déposé sur le bureau, afin de lui faire subir, cette année, un examen approfondi et proportionné à son importance.

Rien ne vient en conséquence d'être reproduite au sénat et remportée au comité judiciaire pour être composé de 7 hommes éclairés parmi lesquels figure le nom de M. d'Orléans, voudra, sans doute, concourir avec la chambre à une réforme demandée depuis longtemps, par tous les hommes éclairés, au nom de la justice et de l'humanité, réclamée comme nous l'avons dit, parce qui lui est incontestée, offre pendant qu'à une partie du mal; espérons qu'elle subira, entre les mains de juriscon-ultes éclairés chargés de l'examen, les changemens nécessaires pour en faire une œuvre parfaite; espérons que M. Hoa qui jusqu'ici, a toujours mis l'intérêt des grandes mesures demandées par le pays, voudra encore attacher son nom à une réforme si indispensable, si impérieusement commandée par l'époque. Nous ne pensons pas que cette loi, une fois qu'elle aura été épurée et complétée par le comité judiciaire, rencontre beaucoup d'opposition dans le sein du sénat; quoiqu'il en soit, nous ne doutons pas que l'éloquence et l'habileté de notre honorable ami n'en triomphent de toutes les objections, et ne ramènent à leur opinion, les esprits prévenus, en les éclairant sur un sujet qui est surtout du ressort des lumières. PEUPLE.

—La *Tribune* de New-York se déclare nettement contre le rappel de la loi sur les faillites. Nous nous félicitons de grand cœur, de notre côté, à cette opposition de la *Tribune*. La loi sur les faillites ne doit pas être rappelée.

AFFAIRE DE PETTON.—La liste des témoins ayant été épuisée la veille, l'avocat de district a ouvert la séance de mardi par un long et minutieux réquisitoire contre l'accusé. L'avocat du prisonnier, M. C. M. Johnson, a fait une défense des plus ingénieuses en faveur de son client, puis le jury s'est retiré, et après quelques courts instans d'absence, est rentré avec un verdict de culpabilité.

ACCIDENT.—Lacpitaine James Bradish étant glissé mardi au mât de pavillon supérieur de la Norma, jeune et beau de cet audacieux navire de la N. Orléans, est tombé dans le fleuve, sans que personne à bord ne s'en aperçut ou entendit le bruit de sa chûte, et il n'a plus été revu: il est plus que probable qu'il a été noyé, car il lui eut été difficile, pour ne pas dire impossible, de nager jusqu'au rivage au milieu de tés roches et par le froid qu'il faisait alors.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

SENAT.

Séance du lundi 10 janvier.

M. Hoa obtient la permission de faire prendre en considération un bill de la Chambre pour exempter les secrétaires de la Nouvelle Orléans de servir comme membres du jury.

Ce bill, après quelques débats, subit trois lectures et est adopté.

Sur motion de M. Lacoste, le Sénat prend en considération le bill pour établir près du marché aux légumes un débarcadère à l'usage des habitans de la rive droite du fleuve. Ce bill est adopté.

M. Bossier présente une résolution pour fixer au 31 janvier l'ajournement de la Législature. L'honorable sénateur déclare que les états ont besoin d'activer l'expédition des affaires de l'Etat, afin d'économiser l'argent du trésor public. Il désire donc que le Sénat se prononce sur cette question.

Le règlement est suspendu, et la résolution, après avoir subi sa seconde lecture, est déposée sur le bureau, jusqu'à demain.

Sur motion de M. Scott, de Feliciana, un bill de nature particulière, sur des réclamations de terre, subit ses seconde et troisième lectures, et est adopté.

Ordre du Jour.

Le Sénat s'occupe du projet de loi sur les banques. M. Sparrow prend la parole contre le bill dont il attaque avec force quelques dispositions. Il s'élève surtout contre la clause qui exige de l'endossement d'une maison de commerce de la ville, et qui lui paraît avoir un monopole contre les intérets agricoles de l'Etat, en faveur des négocians.

M. Hoa réplique au Sénateur de Concordia. La chose attaquée n'est pas une création nouvelle. C'est une mesure de précaution adoptée par toutes les grandes villes que d'exiger que les crédits ouverts sur place, le soient sous la responsabilité de maisons de commerce; c'est ainsi qu'en agissent les banques de Paris, de Londres et New-York. On a dit que cette recommandation serait payée par les planteurs. Cette assertion n'est pas fondée car il est aisé de voir que c'est le consommateur qui devra la supporter.

M. Hoa entre ensuite dans la considération des dispositions générales du bill dont il démontre le jeu dans ses différentes parties. Il résume la discussion en faisant voir que le projet de loi, sous sur de solides bases, n'est pas destiné à ne vivre qu'un jour, et qu'on le met qu'il doit atteindre et de rendre les banques responsables des conséquences d'une banqueroute générale, et elles sont assez aveugles pour y forcer notre commerce.

Sur motion de M. Davidson, le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance du mardi, 11 janvier.

Le secrétaire transmet plusieurs bills à la Chambre des Représentans.

L'ordre du jour ramène la discussion du projet de loi sur les banques.

L'honorable sénateur de Natchitoches, M. Déclouet, prend la parole sur le bill, qu'il attaque avec vigueur.

M. Hoa réplique, par une improvisation pleine de logique et de chaleur.

Après une discussion fort vive, dans laquelle MM Sparrow, Davidson, Downs & Walker prennent part, le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance du Mercredi 12 janvier.

Le secrétaire transmet plusieurs bills à la Chambre des Représentans.

M. Hoa, du comité judiciaire, présente un bill pour amender l'art 279 du Code de Pratique.

Le Sénat reprend la considération du projet de loi sur les banques.

Lecture étant donnée de la seconde section, M. Davidson propose d'en amender le premier paragraphe, en remettant à la Législature l'élection du comité de contrôle, au lieu d'en laisser la nomination au Gouverneur et au Sénat.

M. Déclouet appuie son amendement, en déclarant toutefois qu'il n'est fondé sur aucune raison de défiance contre l'Exécutif. Il pense que soustraire la nomination du comité de contrôle au Gouverneur, c'est en assurer l'indépendance.

M. Walker parle contre l'amendement.

La question est mise aux voix; l'amendement est rejeté.

M. Déclouet propose de remettre au gouverneur la nomination du président du comité, qu'il devra désigner en proposant les trois membres au Sénat. Il pense que cette disposition préviendra des difficultés dans le sein même du comité.

M. Walker s'oppose à cet amendement.

Le Sénat le rejette, à la majorité de 7 voix contre 6.

Divers amendemens sont proposés et adoptés. Leur objet est d'exiger que les membres du comité de contrôle ne soient ni directeurs de banque, ni associés de directeurs, ni même actionnaires d'aucune banque.

M. Davidson propose d'élever à 15 le chiffre de 10 pour cent à payer sur dégravemens de la dette arriérée. Il s'appuie sur l'état de gêne qui pèse sur le pays, et déclare que dans son opinion, si la Législature maintient le chiffre de 20 pour cent, il n'y aura pas un planteur qui pourra résister au choc et qui ne doive déposer son bilan.

M. Hoa s'oppose à l'amendement, dont l'effet est de détruire l'action du bill entier, en rendant presque impossible de la part des banques le maintien des paiemens en espèces, lorsqu'elles y seront revenues.

Après de vifs débats, la considération ultérieure de la troisième section est ajournée.

Les 6e et 5ème sections sont adoptées. La 5ème section est remise jusqu'à ce que le Sénat ait disposé de la troisième.

Sur motion de M. Hoa, le bill est renvoyé à l'ordre du jour, pour le lendemain, à 11 heures.

Sur motion de M. Scott, la résolution pour fixer le jour de l'élection du Trésorier est amendée et vendredi 14 janvier est désigné.

Le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance du jeudi, 13 février.

L'ordre du jour amène la discussion du projet de loi sur les banques.

Sur motion de M. Davidson, la 2me section est adoptée, après avoir subi quelques amendemens.

Les autres sections ayant été amendées et adoptées, sur motion de M. Hoa, le bill subit sa troisième lecture, et est adopté à l'unanimité.

Le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance du vendredi, 14 janvier.

Le secrétaire annonce au Sénat qu'il a transmis à la Chambre le bill pour fixer revivre les chartes des banques de la Nouvelle-Orléans.

Le gouverneur adresse au Sénat un rapport du bureau des travaux publics; ainsi que des résolutions des législatures de plusieurs Etats de l'Union. L'impression de ces documens est ordonnée.

Il donne communication des résolutions passées par une assemblée des citoyens de cette ville, relatives à la reprise des paiemens en espèces.

La Chambre informe le Sénat qu'elle est prête à procéder à l'élection du Trésorier.

L'appel nominal constate que sur 59 votes

M. H. Gardère en a obtenu 56
Voix éparses 3
M. F. Gardère est donc déclaré trésorier de l'Etat.

Le Sénat ayant repris place, M. Hiriart présente, au nom de la commission des affaires non-terminées, un projet de création d'une Cour de police correctionnelle, pour la Nouvelle-Orléans.

Ce projet est renvoyé à un comité judiciaire.

Sur motion, le Sénat s'ajourne à lundi, 17 janvier, à 11 heures.

INTERIEUR.

(Correspondance particulière de l'Abeille.)

WASHINGTON, 5 janvier 1842.

SENAT.—Présentation de mémoires et pétitions. Il s'est élevé quelques légers débats au sujet d'un mémoire présenté par M. Calhoun demandant que certaines dettes dûes à des étrangers soient payées aux Etats-Unis, comme compensation pour les articles déclarés par l'ancien gouvernement, passés à la dernière session, libres de droits; lequel mémoire a été référé, après quelque difficulté, au comité des finances.

M. Clay a donné avis qu'il présenterait demain un bill pour protéger plus efficacement les droits d'auteurs.

Le Sénat s'est occupé de la motion de M. Tallmadge pour référer à un comité particulier la lettre du secrétaire du trésor et le bill relatif au projet d'échiquier.

M. Morehead ayant obtenu la parole, a dénoncé en termes énergiques l'Echiquier comme en opposition formelle avec les principes whigs.

M. Simmons a parlé de modifier le bill de telle façon qu'aucun parti ne pût lui refuser sa sanction.

Sur quoi, le Sénat s'est ajourné.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—M. Adams a proposé d'amender le journal de la Chambre, sous prétexte que ses résolutions de la veille n'avaient pas été fidèlement rapportées. Après deux heures de vaines discussions, un membre proposé de déposer sur le bureau la motion de M. Adams—Accordé.

M. Fillmore, du comité sur les voies et moyens, a présenté un bill pour autoriser l'émission de bons du trésor. Il se déclarerait, quant à lui, contre l'émission projetée; mais le comité avait été forcé d'employer ce moyen comme le seul qui, dans les circonstances actuelles, pût faire cesser le gêne toujours croissante du trésor.

Le bill a été lu deux fois et renvoyé à un comité. La Chambre s'est ensuite occupée de la motion de M. Arnold pour reconsidérer le vote par lequel la question du tarif avait été référée au comité sur les manufactures.

Après quelques débats très peu intéressans, la Chambre s'est ajournée.

VOYE LE MARYLAND!—La Chambre des délégues du Maryland a rejeté par un vote de 53 contre 21, la motion pour l'abrogation de la loi sur les taxes, cette loi seule, pouvant permettre à l'Etat de payer l'intérêt de ses dettes.

QUOIQUE.—On ne peut presque plus douter maintenant de l'élection des trois candidats loco-focos, Calquill, Cooper et Black.

Les bons de la Banque des Planteurs du Mississip, endossés par la Banque des Etats-Unis de Pennsylvanie, et par Richard Alcop, ont été protestés le 8 de ce mois, à New-York pour non paiement. Ils s'élevaient, dit-on, à environ $300,000.

—Le capitaine W. F. Shields et le lieutenant L. M. Powell ont reçu du gouvernement de la marine l'ordre de se rendre à la Nouvelle-Orléans.

—Sir Charles Bagot, le nouveau gouverneur-général des Canadas, après un court séjour à New York, en est reparti le 4 de ce mois pour Montréal. Sa réception à New-York a été ce qu'elle devait être, pleine de courtoisie et d'empressement de la part des autorités, et de respect pour son rang et sa position sociale par les citoyens de la grande ville.

—Le général Mumphy, notre chargé d'affaires à Guatimala, est arrivé dernièrement à Belize, où il a été accueilli par les autorités avec la plus cordiale hospitalité. On l'attend à New-York d'un instant à l'autre.

PROGRES.—Il y a eu, dans le courant de l'année dernière, 1345 édifices élevés dans la ville et les districts incorporés de Philadelphie.

—La dette de l'Ohio n'est que de $15,573,364! Dieu sauve les pauvres Etats!

TREMBLEMENT DE TERRE.—Après les innondations les ouragans; après les ouragans, les tremblemens de terre: telle est la situation de la jolpart des villes de l'Union. Celle de *Nouvelle-Harmony*, dans l'Etat de l'Indiana, a été ébranlée par un tremblement de terre, dans la nuit du 3 janvier.

ESCLAVAGE.—Il n'y a, disent les journaux du Nord, qu'un esclave dans le New-Hampshire, 17 dans le Connecticut, 4 dans le Rhode-Island, 4 dans l'Etat de New-York, 674 dans le New Jersey, et 61 dans la Pennsylvanie.

CRIMINALITE.—Toujours les incendiaires à Charleston; les feuilles de cette ville donnent tous les matins les détails de nouvelles tentatives d'incendie. La police traquait un des misérables incendiaires.

CHRONOLOGIE GUERRIERE DE L'AN 1841.—Nous traduisons d'un journal du Nord le résumé suivant des principaux événemens de la guerre des Florides:

JANVIER.—La guerre des Florides règne avec plus de fureur que jamais.

MARS.—La guerre des Florides recommence avec une nouvelle violence.

MAI.—La guerre des Florides acquiert un caractère de férocité sauvage.

JUIN.—La guerre des Florides recommence avec furie.

JUILLET.—Les hostilités éclatent de nouveau dans la Floride.

AOUT.—Guerre générale avec les indiens dans la Floride.

SEPTEMBRE.—La guerre contre les indiens dans la Floride devient plus terrible que jamais.

NOVEMBRE.—On espère pouvoir enfin terminer la guerre des Florides.

DECEMBRE.—Renouvellement de la guerre des Florides!—On commence à croire qu'elle ne se terminera jamais.

EFFROYABLE ASSASSINAT.—Samedi, 1er janvier, il s'est commis, à New-York, no. 83, Orange street, un assassinat dont les détails sont horribles. Un Irlandais, nommé Thomas Tapsan, se prit de querelle avec sa femme, à propos d'un accau d'eau que celle-ci voulait aller chercher à la pompe voisine, malgré la défense de Tappan. Des paroles ils en vinrent aux coups. Le mari ayant fermé la porte, s'empara d'une chaise qu'il frma sur la tête de la malheureuse femme. Il prit ensuite un manche à balai qui vola aussi en éclats. Sa victime était tombée sanglante et évanouie sur le plancher; il la porta sur un lit, et s'armant d'un couteau en d'une fourchette, il lui déchira le corps. Elle respirait cependant encore, et pour l'achever il lui asséna sur la tête plusieurs coups de marteau. Lorsqu'elle fut morte, il la jeta sur le plancher et la brûla aux pieds. Il se coucha ensuite à côté d'elle, déclarant qu'il attendrait le retour de son fils pour se coucher il gorge. Ce drame affreux avait duré près de cinq heures, et avait eu pour témoins le fils, jeune enfant qui avait pris la fuite avant que l'assassinat fut consommé, et une jeune fille qui était malade et couchée dans la même chambre; elle avait d'abord fait quelques efforts pour intervenir et appeler du secours, mais les menaces de Tappan l'avaient forcée à demeurer spectatrice silencieuse de tant d'horreurs.

Lorsque le malheureux enfant se hasarda à rentrer, il se heurta contre le cadavre de sa mère et contre le corps de son père qui *dormait* dans une mare de sang. Des officiers de police vinrent ensuite et s'emparèrent du meurtrier, qui ne fit aucune résistance et ne manifesta aucun regret, aucun repentir.

Ce fait est peut-être le premier démenti donné à la sublime définition que Chateaubriand a faite de la *conscience*, lorsqu'il a dit: "Le tigre déchire sa proie et dort; l'homme devient homicide et veille!"

UN LEOPARD APPRIVOISE.—Le soir du premier janvier, M. Watkins se rendit avec sa femme et sa fille âgée de 4 ans, à l'amphithéâtre du Bowery. Trouvant l'entrée principale encombrée de monde, il passa par la porte particulière qui donne sur Chrystie street. Pour pénétrer dans la salle de spectacle, il fut obligé de traverser une galerie qui sert de ménagerie. Dans cette galerie, très étroite, se trouvait un jeune léopard que les gardiens regardaient comme si bien apprivoisé et si doux, qu'ils ne croyaient pas devoir l'enfermer dans une cage et se bornaient à l'attacher avec une chaine assez longue pour lui permettre de s'avancer jusqu'au milieu du passage. Lorsque M. Watkins et sa famille se trouvèrent à portée de cet animal, il s'élança sur l'enfant, et la saisit avec ses griffes; déjà il l'avait horriblement lacérée et lui tenait la tête dans sa gueule béante, lorsque les gardiens, avertis par les cris de la mère, se précipitèrent sur le léopard pour lui arracher sa proie. Ils réussirent après une lutte dans laquelle la pauvre petite fille reçut de profondes morsures qui font craindre pour sa vie. Elle a eu un œil arraché. Un procès en dommages et intérêts est fait aux propriétaires du léopard.

[Courrier des E.-U.]

EXTERIEUR.

NAPLES.—De nouvelles de Naples, jusqu'au 29 décembre, ont été reçues dernièrement à Savannah.

Le capitaine Evans, du brick *Créole*, était nouvellement rétabli de ses blessures, et avait pu s'embarquer le 7, comme passager à bord de la barque *Louisa*, pour la Havane.

La ligne de steamers entre le port de Liverpool et celui de la Nouvelle-Orléans, ne devait commencer ses voyages que le 1er janvier.

On lit dans la *Gazette* du 11: Nous apprenons que le navire américain *Union*, parti de New-York pour Bermude, était sur le point d'entrer dans ce dernier port, quand un grain l'a assailli et l'a tellement avarié, que l'équipage et les passagers ont été obligés de l'abandonner au plus tôt.

—Les journaux du Canada démentent les bruits de l'arrestation et de l'emprisonnement de McLeod pour dettes.

DERNIERES DATES.

New York	jan 6	Londres	déc 4
Boston	jan 6	Liverpool	déc 4
Philadelphie	jan 6	Paris	déc 1
Washington	jan 7	Havre	déc 1
Baltimore	jan 7	Bordeaux	nov 26
Charleston	jan 10	Marseille	nov 17
Vera-Cruz	déc 10	Cadix	nov 20
Campêche	déc 10	Havane	jan 8
Matamoras	nov 1	Honduras	jan 1

COMMERCIAL.

MARCHE DE LA HAVANE.

9 Janvier, 1842.

Cocotille DE PLACE.—Recte mélangé 2 1/2 et 7 1/2; 6 1/2 9 1/2; blanc seul 7 1/2; cendré seul 4 à 5; cocotrocho 3 1/2 à 3 3/4; café nouvelle recolte 8 à 9; boucal seul 27 1/2 à 30 50; de prime 84 50 à 85 50; pure 87 à 90; farine 50 à 52 50, gaubeau 4 à 5; bourre 30 à 37. tabac de la Havane 20 à 45.

Lettres de change; sur Londres à 60 jours, 11 de prime; Paris, id; Amsterdam; New York à 60 jours 9 1/2 à 10; Boston 9; Nouvelle-Orléans à 60 jours 4 d'escompte, doubloons mexicaines 1 1/4 de prime; pourtres 2 de.

MOUVEMENT.

☞ AVIS.—Le steamer Southerner, capitaine E. Allen, partira pour Mobile ce matin lundi 17 courant, après trois ou cinq jours de 11 heures. Pour fret et passage, s'adresser à

17 janv A. J. SLOO,
Sur. de la malle des E. U., 39, Camp

☞ La barque ANTHORPE est maintenant en déchargement, trois pouces au-dessous de rail road. Les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises sur le levée.

14 j FOSDICK & BROTH, 66 Camp.

CINQ PIASTRES DE RECOMPENSE.

Il a été perdu, le Mardi de Pâques, dans le faubourg municipal, dans la journée de dimanche dernier, un portefeuil rouge, ayant une selle engagée à M. Lovis Whitman, à Lafourche, contenant des papiers et factu.

17jan

UNE VACHE laitière a vendre à bord de au vapeur O'Conor, au marché aux légumes ou à JAMES F WOODRUFF,
17 jan 30, Camp.

A VENDRE:

LE RESTAURANT DE LA BOURSE, rue le Commerce No. 18, entre St. Louis et Conti, avec un matériel, argenterie, batterie de cuisine, linge, glaces, tables, meubles, etc. Cet établissement est bien connu et fait une bonne clientelle. Il n'est pas vendu volontairement d'où on le donnant, il sera vendu en jour ou à l'enchère publique. Les conditions seront un tiers comptant, un tiers à 3 mois et l'autre tiers à 6 mois.

17 jan—3.

BANQUE DE LA LOUISIANE,
Nouvelle-Orléans, le 17 Janvier 1842.

L'ELECTION semblable des directeurs de cette institution pour les ensuivantes aura lieu au bureau de la Banque, lundi 24 courant, entre 11 heures A. M. et 2 heures P. M.

WM. F. LEVERICH, Caissier.

17jan

A VIS.—La société nouvellement créée entre Ch. Debiane & S. M. Darby Jr. sous la raison de Ch. Debiane & Darby Jr. est dissoute d'un commun accord à dater de ce jour.

S. M. Darby Jr. est chargé de la liquidation de Pancien. Ch. Debiane se constituera les affaires pour son propre compte.

CH. DEBIANE.
S. M. DARBY, JR.

ETOFFES de pantalons anglaises—Rege par le on Prince Chas.

Cassimeres, gilets de fleur, nouveau genre.

Moelton royale, dites Orléans, pour pantalons, couleurs nouvelles.

Satin de 20 pouces, tout, couleurs assorties et convenables pour les marchés ou plaques, à vendre à des termes libéraux par

V. ALLAIN,
17 janv—1pn Shériff de la paroisse d'Orléans.

Vu, Bienvenue vs. Elaine Manse, f. a. l.

COUR DE PAROISSE.—No. 14,051.—Il a été ordonné de saisie en vente à tout adjugé par Pitou, Cour de paroisse dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, le 17e jour de Janvier 1842, 66e année de l'indépendance des Etats-Unis, et 16e de l'existence de cette ville, et qu'elles y seront exposées au plus offrant et dernier enchérisseur, à la porte de l'Hôtel de Ville, rue Royale dans cette ville, le 20 Février 1842, à midi, la propriété ci-après désignée, savoir: Deux lots de terre, et dépendances, situés, etc.

Dont la description se trouve dans les différentes actes de vente.

Conditions—comptant.

Pour de plus amples renseignemens, s'adresser à Me. Soniat Dubreuil, notaire public, rue Bienville, entre Chartres et Royale, dans cette ville, soussigné ou à l'étude de